

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

gouvernement Question écrite n° 5225

## Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le Premier ministre sur les enquêtes d'opinion à propos du moral des Français. Certes, il ne s'agit que de sondages, mais tous indiquent nettement une détérioration du climat psychologique dans notre pays. La crise financière, la hausse du chômage, celles des prix et de la fiscalité, la délinquance et sa pression permanente, le communautarisme, tout concourt à une "anxiogénisation" des rapports humains et sociaux. Dans ce contexte, les premiers pas d'un nouveau Gouvernement sont décisifs. Ils doivent redonner confiance dans l'avenir, témoigner de la vigueur d'un cap, mettre en place rapidement des décisions de grande ampleur, le tout dans un souci d'unité nationale. Hélas, au regard des derniers mois, rien ne va dans ce sens. Les projets de lois présentés ou annoncés sont flous, de surface, et visent d'avantage à donner une apparence d'action qu'à agir durablement. Seuls les sujets dits « sociétaux », comme le mariage homosexuel, échappent à cette impéritie. Il est vrai que ce sont des sujets qui ne coûtent pas un centime d'euro à mettre en place. En revanche, ils n'obéissent pas au critère d'unité nationale qu'il évoquait plus haut mais, au contraire, risquent de diviser encore plus fortement et artificiellement notre pays, alors même que les sujets fondamentaux resteront intacts de tout développement sérieux. En conséquence de quoi, il lui demande quelles vraies actions le Gouvernement compte-t-il mettre en place, durant les prochains mois, pour redonner de l'espoir aux Français et agir sur le réel, en le surmontant et non en le subissant.

## Données clés

Auteur: M. Jacques Bompard

Circonscription: Vaucluse (4e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 5225

Rubrique : État

**Ministère interrogé :** Premier ministre **Ministère attributaire :** Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 25 septembre 2012, page 5167

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)